

OBSERVATOIRE POUR UNE DYNAMIQUE LINGUISTIQUE EN SEINE-SAINT-DENIS



Fonds européen d'intégration

Au Sommaire de ce N° :

- Etat des lieux de la formation linguistique en seine saint denis et schéma des acteurs 2
- FLE—FLI 4
- Le Réseau Alpha 5
- La « fac » d'Aulnay 6
- Retour sur : Compétence, Territoire, Intégration 7
- Vers les réunions d'arrondissements 8
- A lire, à voir, à visiter 9

Editorial

Ce nouveau numéro de la Lettre d'information de l'Observatoire paraît avec la nouvelle année. C'est l'occasion pour M. Bruno BOBKIEWICZ, Président du GRETA MTE93, et pour l'équipe permanente de l'Observatoire d'adresser à toutes et tous nos meilleurs vœux pour 2014.

Comme nous l'avons annoncé lors du séminaire central à Saint-Denis le 06 décembre dernier, nous poursuivons actuellement le recueil de souhaits des acteurs, prescripteurs et financeurs, en termes de Coordination départementale. Le premier travail engagé avec Mariela De Ferrari a produit quelques pistes que nous reprendrons au fil des éditions de la Lettre. Nous ferons ainsi écho aux rencontres par arrondissement, lesquelles ont commencé, dont la première à Saint-Denis le 20 décembre. Wilfried SERRISIER nous en resitue le contenu en page 8.

Dans cette édition, vous trouverez les suites de la restitution des résultats pour l'Etat des lieux des formations linguistiques (commande de la DCCS). Notre précédente synthèse se prolonge ici, en page 2, par une analyse et un schéma d'acteurs, lequel conclue notre étude.

Par un entretien avec Erwan BAGOT en page 6, de l'ACSA (Aulnay), nous engageons le tour des villes représentatives d'une dynamique linguistique. Cela nous amènera à rencontrer, un an après le référencement de l'offre, tous les acteurs de terrain.

Nous ouvrons en page 4 ces colonnes à la question du Français à visée professionnelle, par une première contribution de Jean-Pierre ROSE, Président de La Philotechnique de Seine-Saint-Denis, dont l'expertise dans le domaine est avérée. Notre étude avait observé une sous-représentation de ce type d'action en dépit de la demande supposée et du renouvellement des pratiques pédagogiques dans ce domaine. Gageons que cette question nous amènera à des développements et des échanges avec vous, lecteurs, au cours de prochaines éditions.

Enfin, nos pages culturelles ('A lire...', 'à voir...', 'à visiter...') croisent différents événements à la frontière de 'Migration', 'Multiculturel', 'Transmission'. Merci d'alimenter cette rubrique par vos propres trouvailles, à partager.

La Lettre N°3 est déjà en préparation pour une édition au 05 mars. Aussi nous vous remercions pour vos apports de toute nature (bouclage des contributions au 20 février). Elle rendra compte de la dynamique des arrondissements et de la mise en œuvre progressive du site dédié à l'Observatoire : notre base de données se trouvera alors bien enrichie par vos mises à jour, en réponse aux sollicitations téléphoniques de Yasmina CARETTE.

L'équipe projet

L'Observatoire

Nadine LEROY-JAFFRAIN

Geoffroy MAILLET

Chefs de Projet
(CFC—GRETA MTE93)

Farha SIRIOUANE

Coordinatrice
départementale

Wilfried SERISIER

Chargé de Mission Plaine commune

Didier AUGER

Chargé de Mission Lettre et veille

Christelle MIALON

Assistante (GRETA MTE93)

Marie LAPARADE (RADyA)

Mariella DE FERRARI

Consultante

Responsable de Publication :

Bruno BOBKIEWICZ

Président GMTE93

Contactez l'Observatoire :

observatoireling93.gmte93@forpro-creteil.org

Etat des lieux des formations linguistiques en Seine – Saint – Denis

Après la synthèse des résultats quantitatifs et qualitatifs de notre étude (Oct.2012 / Oct.2013), en page 2 de la Lettre d'information N°1, nous revenons ici sur quelques conclusions du rapport final.

Préalablement, rappelons que notre étude comportait cinq étapes :

Septembre 2012 : mise en place des moyens humains et techniques; validation du Questionnaire par le groupe de travail à l'initiative de la commande,

Octobre 2012 / fin juin 2013 : référencement de l'offre par passation du questionnaire ; mise à jour continue de la base de données,

Été 2013 : analyse, rédactionnel

30 septembre 2013 : restitution au commanditaire (DDCS) du Rapport final + Annexes + Répertoire des acteurs, à l'occasion d'une réunion du groupe de travail

06 décembre : séminaire central de restitution des résultats ; lancement de l'Observatoire.

Fin 2013 / Début 2014 : premières rencontres par arrondissement, dont celle de Saint-Denis le 20-12-2013.

Depuis, le rapport et ses annexes ont été communiqués largement à tous les contributeurs. Le cas échéant, n'hésitez pas à en faire la demande via observatoireling93.gmte93@forpro-creteil.org

L'enquête a été réalisée dans un *contexte ordinaire* :

pour les organismes de formation, l'exercice Année civile 2012, ponctué par le bilan annuel pédagogique et financier. A savoir : le travail à flux tendu, le plus souvent sans conventionnement pérenne (le financement pluriannuel restant pour beaucoup une exception).

pour les opérateurs de quartier, associations et Centres sociaux. A savoir : le travail sans visibilité suffisante du financement, induisant de difficiles perspectives, sans visibilité de la complémentarité des offres, notamment avec les différents marchés de la formation, pour une logique de parcours souhaitée, attendue. Nous observons ici le ressenti d'un fort cloisonnement des acteurs et des dispositifs, plusieurs fois souligné au cours de nos entretiens et visites de terrain. Ceci en dépit de vraies volontés coopératives des différents acteurs.

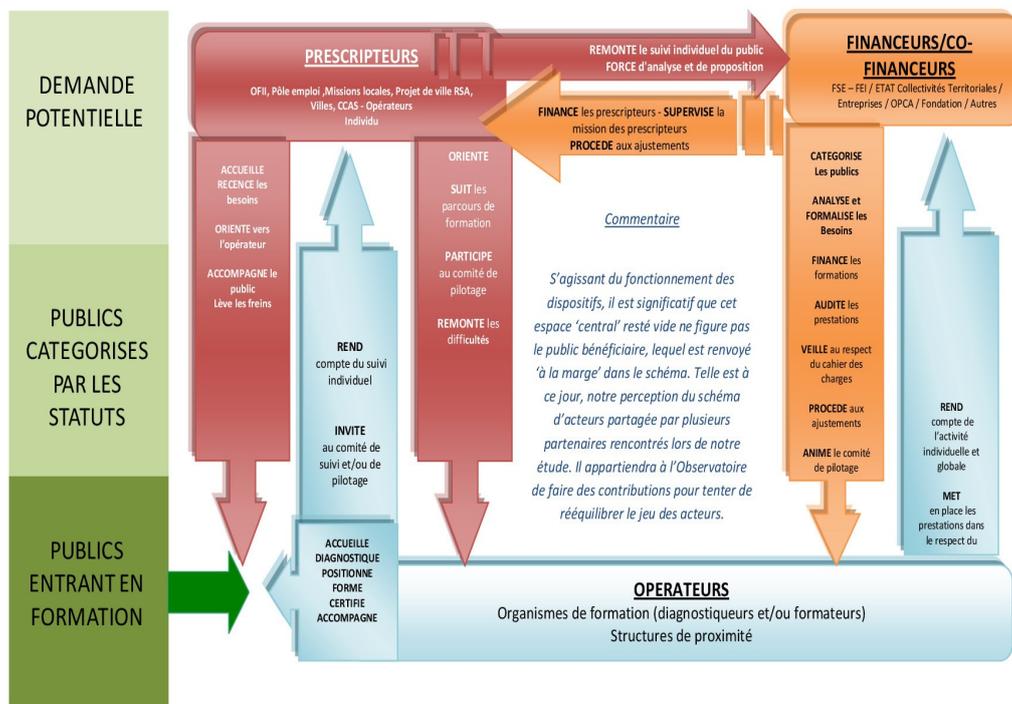
Pour les uns et les autres, bien que diversement, le *contexte 'spécifique'* lié à l'annonce du Label FLI, en cours d'enquête, a fortement impacté l'étude, pouvant même freiner la remontée des données. Celle-ci s'est opérée avec des attentes parfois excessives au regard de l'enquête, (par exemple, sur des opportunités de financement), et par des expressions d'angoisse vis-à-vis du coût du Label (notamment sur les coûts indirects, en temps passé, procédures).

L'antériorité des études sur les questions linguistiques dans le département est à souligner. Gage d'un intérêt continu des acteurs. Mais également d'une hyper-sollicitation des contributeurs. Rappelons au niveau régional le 'Programme régional pour l'intégration des populations immigrées en Ile-de-France 2011-2013', Préfecture de la Région d'Ile-de-France, juillet 2012. Au niveau départemental, sa déclinaison dans le PDI, Programme Départemental d'Intégration (DDCS-93). Dans ce contexte, aux niveaux départemental et communautaire, les études successives de Plaine commune : Plan stratégique, février 2005, d'une part, Guide des formations linguistiques, d'autre part et de Profession Banlieue, ('Qui va garder bébé pendant ma formation linguistique', novembre 2011). Enfin, localement, des études produisant de riches monographies sur l'offre (Montreuil, 2008, Etude IPTR), auxquelles se sont ajoutées depuis des diagnostics opérationnels (Clichy-Montfermeil), des appels d'offre (Est-Ensemble, Plaine commune), des bilans multi-référentiels, très conséquents (Villes d'Aubervilliers et de Saint-Denis).

Enfin, le niveau régional, infrarégional, offre un cadre et des perspectives pour des développements futurs. Signalons l'étude réalisée par Mariela De Ferrari, octobre 2010, pour le groupement d'intérêt public de Grigny et Viry-Châtillon : 'Accès à l'autonomie sociale, professionnelle et citoyenne par la langue française, « Etat des lieux de l'offre et des besoins linguistiques sur le territoire de Grigny et Viry-Châtillon ».

Le schéma d'acteurs qui suit conclut notre rapport final. Il tente de formaliser les données recueillies par l'enquête de terrain. Il marque une forte dynamique départementale des acteurs en même temps qu'un cloisonnement. Celui-ci reste important en dépit de l'effort de tous et de l'excellence de chacun dans ses missions respectives.

SCHEMA ACTUEL DES ACTEURS DE LA FORMATION LINGUISTIQUE EN SEINE-SAINT-DENIS



A travers les rencontres par arrondissement, nous souhaitons échanger avec vous sur ce que questionne notre schéma. Place des acteurs. Place des bénéficiaires finaux de nos actions. Actuelle. Future.

Pour conclure, nous rappelons que la commande visait à satisfaire :

- . la lisibilité de l'offre, une attente forte du commanditaire et du Groupe de travail : que sont les actions de formation linguistiques en SSD ? : nature des actions ; volumétrie ; conditions d'accès (dont les pré-requis),
- . la visibilité des acteurs, attente forte des organismes de formation et des structures de quartier, quant à leurs apports spécifiques et complémentaires.

Ces deux dimensions restent présentes dans les objectifs de l'Observatoire. Les rencontres en cours par arrondissement intégreront le recueil dynamique des données un an après le début du référencement 2012.

En effet, la Base de données,

- 'arrêtée' artificiellement au 28 juin 2013 pour produire une photographie de l'offre, support au rapport final (130 réponses questionnaires ; 322 actions identifiées)
- actualisée au cours de l'été 2013, avec un objectif de progrès pour 11 questionnaires OF et 41 questionnaires Opérateurs de quartier, poursuit sa mise à jour systématique depuis octobre 2013 via l'Observatoire, par des sollicitations vers l'ensemble des partenaires.

Gageons que la mise en place à titre expérimental de passerelles, via l'Observatoire, pour des cohortes de bénéficiaires, permettra d'en mesurer la pertinence pour l'insertion socioprofessionnelle des personnes. Recherche d'une plus grande fluidité pour l'accès du public dans une logique de parcours.

Notre Lettre d'information reviendra le moment venu sur ces expérimentations inscrites au financement de l'Observatoire.

Français Langue Étrangère (FLE), Français Langue d'Intégration (FLI)

Un cariste peut apprendre les rudiments de la conduite de son chariot élévateur facilement par oral.

Lors de son utilisation, si on lui demande d'aller chercher, dans un rayonnage, des composants dont les références sont écrites sur un papier, s'il ne maîtrise pas la lecture, cela conduira tôt ou tard à des problèmes de qualité à chaque fois qu'il rapportera un composant qui n'est pas le bon.

Le développement de l'Internet et de tous les outils informatiques : PC fixes et portables, tablettes, téléphones portables, Smartphones etc....a permis de faciliter les échanges améliorant l'efficacité de tous ceux qui utilisent ces outils de travail. Maintenant l'usage est devenu très important en lecture et en écriture avec les courriels et les SMS.

Or que constate-t-on :

§- Les Echos du mardi 19 novembre 2013 - « l'hexagone compte 2,5 millions de personnes en situation d'illettrisme et les entreprises commencent à prendre conscience de ce problème » -

§ - Rapport final sur l'état des lieux de l'offre en formation linguistique sur le territoire de Seine-Saint-Denis présenté le 6 décembre 2013 par le Greta MTE 93 :

Page 19 : « L'apprentissage de la langue française apparaît capital car sa maîtrise est la première condition d'intégration dans le contexte de la politique linguistique actuelle, à savoir la condition pour enclencher une trajectoire socioprofessionnelle en France pour une inclusion sociale réelle.

L'apprentissage de la langue française ne concerne pas seulement les publics migrants :
287.000 franciliens sont en situation d'illettrisme – source INSEE/IAU »

D'autre part, le rapport constate, page 56, que la formation linguistique des actifs : salariés et demandeurs d'emplois reste « une zone d'ombre » où l'information sur ce sujet est très incomplète.

Muriel Pénicaut, directrice générale des ressources humaines du Groupe Danone dit, dans l'article des Echos du 19 novembre 2013 : « l'illettrisme est une perte de compétence, de talents pour l'entreprise et pour le pays. Il faut en mesurer l'impact économique et l'impact humain et social pour avoir une action durable sans ce domaine »

Dans le Département de Seine-Saint-Denis, beaucoup d'actions sont initialisées et financées par l'Etat et les collectivités territoriales : Région, Département, EPCI tels Plaine Commune, Le PLIE etc.... pour des publics entre autres non lecteurs et non scripteurs avec un objectif qui est l'emploi.

Les entreprises elles-mêmes dans le cadre de leurs organisations à travers des actions telles que « Nos quartiers ont des talents », « Un emploi dans ma ville » concourent de leur côté à trouver des solutions aux personnes à la recherche d'emploi. Toutefois, elles sont peu mobilisées sur le sujet particulier de l'illettrisme, c'est-à-dire la capacité des intéressés à bien communiquer : échanger des informations sans erreurs ou incompréhensions.

Dans ses pistes de réflexion en conclusion du rapport sur l'état des lieux de l'offre en formation linguistique sur le territoire de Seine-Saint-Denis présenté le 6 décembre 2013 par le Greta MTE 93 il est suggéré un décloisonnement des acteurs pour : analyser les besoins, mettre sur pied des parcours de formation souple, mobiliser les ressources financières disponibles, suivre les publics avant et après les actions.

Les entreprises au bout de la chaîne des acteurs sont également concernées par les conséquences des blocages que créent ces situations d'illettrisme. Elles devraient pouvoir appuyer toutes actions d'amélioration qui leur apportent une plus grande efficacité.

Jean-Pierre ROSE,

Président de la Philotechnique de Saint-Denis,

Vice-président du Mouvement des Entreprises de Seine-Saint-Denis en charge de la formation

L'Association Philotechnique de Saint-Denis, spécialisée en formation linguistique et labellisée FLI, existe dans le département depuis 1861

Contacts : a.philo@hotmail.fr – j-p.rose@orange.fr

Le GRETA MTE 93 ET LA FORMATION DES SALARIES - VOIR EN PAGE 13 de la revue 'REGARDS CROISES'

l'article en ligne sur le site de l'académie annonçant la sortie du magazine:

<http://www.ac-creteil.fr/retrouvezactualite-decembre2013-regardscroissessurleducation.html>

et le journal directement sous forme numérique :

<http://www.ac-creteil.fr/index/regards-croises-no-special.pdf>

Le Réseau ALPHA



Le site Réseau Alpha (www.reseau-alpha.org) a été initié en 2006 par Laurence Milon & Anne Barthélémy, deux animatrices bénévoles de cours d’alphabétisation qui ont constaté l’absence de projet internet communautaire, fédérateur et informatif sur l’apprentissage du français pour adultes migrants.

Libre d’accès et gratuit, le site Réseau Alpha répertorie les structures d’apprentissage d’Île-de-France qui proposent des ateliers et des formations en alphabétisation, FLE, Ateliers SocioLinguistiques (ASL) à destination des adultes migrants.

Ce portail d’information est utile à tous : associations, formateurs, travailleurs sociaux, apprenants, collectivités locales, prescripteurs.

Afin d’améliorer les fonctions de ce **répertoire**, le site Réseau Alpha offre aux structures référencées, à partir de janvier 2014, la possibilité de renseigner de manière détaillée les formations linguistiques qu’elles proposent.

Les structures peuvent ainsi préciser le type de public attendu, le contenu et les objectifs de la formation, les conditions d’inscription ainsi que **le nombre de places disponibles**.

Outre le répertoire des lieux d’apprentissage, le site [Réseau Alpha](http://www.reseau-alpha.org) publie des **informations pratiques et pédagogiques**.

Par le biais de sa [Newsletter](#) mensuelle, Réseau Alpha propose également un relai des actualités du secteur diffusées par ses partenaires associatifs, institutionnels et sociaux et culturels.

Actuellement chargée par la Région Ile de France d’élargir son répertoire à l’ensemble des structures franciliennes, l’association Réseau Alpha **fait appel à toutes les associations et organismes concernés** qui souhaitent publier leur formation et se faire connaître à se rendre sur le site www.reseau-alpha.org (rubrique « nous contacter »).

Dans le N° 3, cette rubrique accueillera une présentation de « Cœur à lire ».

La première « fac » d'Aulnay-sous-Bois vient d'ouvrir ses portes !

« La fac », acronyme pour : « formation, apprentissage et compétences » a été officiellement inaugurée le jeudi 12 décembre 2013. Cet événement qui s'inscrit dans une longue tradition locale d'investissement de la question éducative et de celle de la formation en français, marque une étape supplémentaire importante dans la reconnaissance du fort développement des actions de formation en français sur la ville.

Clín d'œil à l'université de tous les savoirs et sorte d'université populaire ouverte à toutes et tous et en particulier à celles et ceux dont la scolarité a été brève ou chaotique, voire inexistante, la fac s'appuie d'abord et avant toute chose sur un certain nombre de convictions : le droit à la formation tout au long de sa vie personnelle et professionnelle, la richesse des expériences multilingues de tout un chacun, la croyance dans la capacité que nous avons à faire valoir nos atouts et nos compétences, en tout lieu et en toute circonstance, la constante faculté d'innovation et d'adaptation des territoires, au mieux reconnus comme fragiles.

Reposant sur une logique conciliant tout à la fois exigence de qualité et rigueur de type « académique » avec toute la souplesse qui ressort du fonctionnement associatif et des principes de la recherche action, autant de marques de fabrique à l'œuvre dans les associations dites de proximité et dans les centres socioculturels en particulier, la fac entend offrir « le meilleur » à des personnes qui n'ont par ailleurs que très peu d'accès à l'offre de formation de droit commun, du fait d'un statut, d'entrée de jeu, fortement disqualifié : analphabète, illettré, peu ou pas qualifié, a-compétent pour ne pas dire incompetent, « très éloigné de l'emploi », décrocheur, démotivé...

S'appuyant sur une équipe d'intervenants professionnels salariés, elle-même engagée dans un processus de formation et d'innovation continues, mélangeant bénévoles engagés et stagiaires universitaires, la fac entend bien construire une offre de formation globale et différenciée adaptée au plus grand nombre de ses « stagiaires », qu'ils soient « étudiants-apprenants », « salariés ou demandeurs d'emploi », « scolarisés, peu ou pas scolarisés », dans tous les cas, des adultes pleinement responsables et des acteurs sociaux au sens large, que ce soit dans son quartier, dans sa ville ou dans son entreprise.

Organisme ressource pour tous les acteurs de la formation et de l'insertion, plateforme d'accueil et d'orientation à destination des publics à la recherche d'une formation en français, la fac est donc une structure originale et innovante entièrement dédiée à la « question » du français dans une perspective de développement local et de coordination des ressources sur l'ensemble du territoire de la ville et prioritairement sur les quartiers nord.

Portée par l'Association des Centres Sociaux de la ville d'Aulnay-sous-Bois (ACSA), activement soutenue par la ville et la direction « politique de la ville et démocratie participative », ainsi que par le conseil régional d'Ile de France, la CAF et autres bailleurs de fonds, la fac repose sur plusieurs piliers organisés en autant de pôles nettement différenciés quoique fortement complémentaires et solidaires les uns des autres.

On y trouve donc un pôle accueil-évaluation entièrement consacré à l'accueil et à l'orientation des publics et un pôle formation qui est lui-même subdivisé en autant de « sous-pôles » permettant de différencier au mieux l'offre de formation et de mettre celle-ci en adéquation avec le projet individuel de formation.

Le pôle accueil-évaluation reste « le pilier dédié » autour duquel se jouent certaines des missions les plus importantes : l'accueil des publics en un lieu unique couvrant tous les jours de la semaine par la mise en place de permanences avec ou sans rendez-vous, l'information sur les dispositifs de formation existants à ce jour, le conseil en formation et l'aide à l'orientation, l'analyse des demandes et des besoins par des entretiens individuels et approfondis.

Ces missions sont par ailleurs rendues possibles par le développement d'outils pédagogiques spécifiques (fiches accueil, dossiers et grilles d'évaluation, cartes de compétences, tests de positionnement) et par la mise en place d'une coordination d'acteurs investis depuis longue date sur la « question » (pôle emploi, maison de l'entreprise et de l'emploi, Greta, projet de ville RSA, services sociaux, services municipaux, associations, organismes de formation).

Cette coordination nécessite et a développé de la même façon ses propres outils : fiches de liaison, répertoire actualisé de l'offre de formation, comités de pilotage et de suivi.

Une fois les besoins du candidat à la formation identifiés et le projet de formation relativement bien établi, la mise en relation avec l'offre correspondante ne fonctionne que si préalablement une offre suffisante et diversifiée a pu se développer sur le territoire.

La fac a donc ces dernières années, en complément des actions proposées par ses partenaires, développé ses propres contenus, offrant par là-même une meilleure réactivité en terme d'orientation et autorisant du même coup des logiques de parcours sur plusieurs années, là où les possibilités étaient auparavant plutôt inexistantes et les chances de succès pour nos participants assez minimes.

Nous allons donc trouver à côté d'une offre relativement classique adossée au CECRL préparant aux Dlf et Delf, un pôle de français à visée d'insertion, autour de la mise en place d'Ateliers Sociolinguistiques spécifiques (éducation, santé, logement, citoyenneté) avec autant de partenaires différents (collèges, centre municipal d'éducation à la santé, bailleur social, mairie) et un pôle qui a connu ces dernières années un très fort développement, de par les préoccupations en matière d'emploi très nombreuses chez nos participants et les besoins en terme d'appui et soutien, également très forts de nos collègues de l'insertion, relativement démunis sur la « question du français ».

Une offre spécifique a donc vu le jour en coordination très étroite avec quatre structures présentes sur le territoire : le service du projet de ville RSA pour l'accompagnement des allocataires, la maison de l'entreprise et de l'emploi ainsi que le pôle emploi pour le suivi des demandeurs d'emploi, les SIAE (structures d'insertion par l'activité économique) pour des salariés en contrat d'insertion.

Une offre qui s'est structurée en fonction d'objectifs et de projets de formation qu'il s'agissait à nouveau de bien différencier, bien que connexes et complémentaires : recherche d'emploi, aide à la mobilité, accès direct à l'emploi, maintien dans l'emploi, reconversion professionnelle, accès à la qualification.

Pour conclure, un exemple qui pourrait illustrer tout cela, tant la dynamique de parcours individuel semble être à même de refléter l'architecture du pôle formation que nous avons souhaité mettre en place : une personne peu autonome dans ses démarches quotidiennes ayant une connaissance très limitée de son environnement et que l'on pourrait qualifier de complètement débutante à l'oral, qui la première et la seconde année, fréquente activement la plupart des ateliers sociolinguistiques (ASL) précités, tout en parvenant à passer un Dlf et un Delf A1. Cette personne qui souhaite à terme trouver un travail s'engage alors dans une troisième année sur une action spécifique en français à visée professionnelle relativement transversale et en contexte d'insertion. Cette action fait émerger dans le même temps un projet professionnel clair dans un secteur d'activité bien identifié. Elle poursuit naturellement sur une quatrième année au sein d'une action FLP (français langue professionnelle) ciblée correspondant à son projet de formation, laquelle lui permettra de rentrer à partir de janvier prochain dans une formation professionnelle à dominante technique et qualifiante en vue d'obtenir un CQP (certificat de qualification professionnelle) dans le domaine de la propreté pour devenir agent machiniste d'entretien avec en prime un contrat de professionnalisation dans une entreprise au sein de laquelle elle pourra faire valoir tout l'éventail de ses compétences langagières, communicatives, socioculturelles et socioprofessionnelles acquises ces dernières années.

Cherchez donc la « dimension linguistique », notre bien « légitime » obsession. Elle est noyée dans tout cela et c'est sans doute pour cela que les choses prennent la bonne direction et que l'on peut commencer à parler véritablement d'insertion, voire d'intégration en s'appuyant sur bien d'autres choses que les traditionnels « examens de contrôle ».

Retour sur ... mission de Claudine BURGUET

COMPETENCE, TERRITOIRE, INTEGRATION

Le travail *Compétence, territoire, Intégration* visait à identifier si certaines conditions permettaient d'améliorer l'accès à l'emploi des personnes immigrées titulaires d'un CAI et plus précisément de leur permettre de s'insérer professionnellement dans un secteur et à un niveau de qualification correspondant à leurs savoirs et à leurs expériences acquis dans leur pays d'origine ou de transit. Ceci dans le but de favoriser l'intégration de la personne concernée en France.

Ce projet qui a porté sur 50 titulaires du CAI en île de France représentant 30 nationalités, des hommes et des femmes d'âges différents, avec une grande diversité de niveaux de formation et de qualification/expérience avec ou sans projets professionnels, avec la nécessité d'avoir des revenus économiques immédiats ou non et avec une vingtaine de responsables de recrutement en entreprises en s'appuyant sur environ 40 postes et sur une enquête envoyée à une centaine d'entreprises et ayant obtenu une trentaine de réponses, nous a confirmé que la population immigrée ne différait pas fondamentalement des demandeurs d'emplois français.

Quand elles parlent d'elles, les personnes immigrées ne parlent que rarement d'elles en citant leurs compétences, mais en premier elles évoquent leur manques particulièrement en connaissance / maîtrise du français.

Quand elles parlent de leur projet professionnel, c'est très souvent en exprimant ce qu'elles pensent possible de faire (aide à domicile, gardiennage, employés polyvalents en supermarchés (souvent communautaires) et rarement en évoquant leur réel projet.

Quand elles sont très qualifiées, diplômées, mais que ceci n'est pas reconnu, en raison des lois, textes, réglementations, au-delà de la frustration, il y a l'incompréhension des procédures pour faire reconnaître ses diplômes.

Quant à ceux qui pensent avoir une qualification (celui qui était chauffeur-livreur dans son pays (sans permis de conduire) ou la jeune femme qui sait s'occuper de ses propres enfants et qui pense qu'elle peut devenir, sans autre préparation, assistante maternelle, sont souvent révoltées et ressentent comme une injustice le refus de ce qu'elles estiment être une compétence professionnelle.

Ce que ce projet nous permet de mettre en lumière plusieurs éléments. Tout d'abord, il faut permettre à ces personnes de prendre conscience de leurs propres compétences, et si possible de se les réapproprier. C'est toujours un plus par rapport à une recherche d'emploi (peu importe la nationalité). Or, la méthodologie utilisée dans ce projet, l'entretien d'explicitation, est probablement la méthode la plus efficace pour atteindre ce but. Environ 80 % des personnes qui ont participé aux entretiens d'explicitation ont réellement évolué et sont aujourd'hui capables de parler de leurs expériences. Ensuite, les employeurs, s'ils affirment toujours, dans ce type de travail, que leur première préoccupation est d'abord, la régularité de la situation juridique, reconnaissent assez facilement que la connaissance du français, n'est pas, dans un premier temps, un critère prédominant. Enfin, nous avons constaté, ainsi que d'autres structures, qu'apprendre une langue étrangère était d'autant plus facile que la personne comprend l'utilité de cet apprentissage parce qu'un lien direct est évident entre cet apprentissage et la mise en œuvre de son propre projet professionnel. La plupart des personnes participant au projet ressentaient l'apprentissage du français comme une obligation et non pas comme une chance. Cependant, les quelques personnes, environ une dizaine, investies dans un projet professionnel, surtout quand elles travaillent hors de leur communauté, réalisaient pourquoi il était nécessaire d'acquérir la maîtrise du français.

Nous affirmons donc que favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes immigrées bénéficierait beaucoup d'une prise en compte de leurs atouts plutôt que de leurs manques. Beaucoup d'entre eux pourraient aisément, en travaillant une semaine dans leur domaine de compétences, prouver leur savoir faire, ce qu'elles ne peuvent pas faire par une description théorique en langue française. D'autres, qui nécessitent obligatoirement une reconnaissance ou une certification (permis de conduire...), pourraient les obtenir beaucoup plus vite si l'apprentissage du français était couplé à la qualification professionnelle et d'autres encore pourraient attendre avec un peu moins de frustration leur reconnaissance totale ou partielle de leurs diplômes si pendant le laps de temps, malheureusement long pour obtenir cette réponse, elles pouvaient réaliser des tâches correspondant à une partie de leurs compétences.

La majorité des employeurs ne sont pas de réels freins à ces possibilités. Nous pouvons dire de même pour les dispositifs dont certains permettent déjà de mettre une personne à disposition d'un employeur pour que celui-ci puisse tester ses compétences sans prendre un risque d'embauche formelle.

C'est vraiment lutter contre les attitudes culturelles et les idées préconçues, à la fois auprès des personnes immigrées et des employeurs, mais aussi travailler en étroite collaboration entre tous les acteurs de l'insertion et de l'intégration qui permettraient, sans coût supplémentaire, d'améliorer les résultats.

Malheureusement, la situation économique et de l'emploi n'a pas permis de mener à terme suffisamment d'expériences pour prouver numériquement cette affirmation. Cependant, au moins 70 % des participants sont sortis de ce projet avec une meilleure connaissance de la faisabilité de leur parcours professionnel et des compétences à mettre en avant mais aussi de compétences à développer et des moyens possibles pour le faire.

Vers les réunions d'arrondissement pour rapprocher l'ensemble des acteurs de l'Observatoire Retours sur une première initiative à Plaine Commune, 20 décembre 2013

Le 20 décembre dernier, la direction emploi de Plaine Commune a réuni le comité de pilotage du Plan stratégique d'apprentissage du français et des savoirs de base. Il a permis de mobiliser des acteurs de l'ouest de la Seine-Saint-Denis. Les actualités du réseau des acteurs linguistiques ont été abordées : permanences d'accueil et d'orientation par l'association philotechnique de Saint-Denis et SFM-AD, formations linguistiques des salariés d'un grand groupe hôtelier par le GRETA MTE 93, formations linguistiques financées par le PLIE Plaine Commune, action intégrée par la régie de quartier de Pierrefitte-sur-Seine. Des informations ont été données sur les dynamiques au niveau national et régional : la création de la direction générale des étrangers, les réunions organisées par la Mission Lutte contre les Exclusions du Conseil Régional, les évolutions récentes de la formation professionnelle accordant plus de droits aux demandeurs d'emploi.

Le sujet principal était la tenue de la réunion d'arrondissement de l'Observatoire linguistique. Les échanges se sont axés sur l'articulation des coordinations locales qui ont des fonctionnements efficaces mais hétérogènes (Saint-Denis, Aubervilliers, Pierrefitte-sur-Seine, Stains, Epinay-sur-Seine, La Courneuve...). Comment faire communiquer les échelons locaux et l'échelle départementale pour avoir une connaissance suffisante et dynamique de l'offre et de la demande ? Les acteurs présents ont répété le besoin d'avoir des informations précises sur les dispositifs. Nadine Leroy-Jaffrain a exposé la nouvelle organisation de l'Observatoire et a présenté la nouvelle coordinatrice de l'Observatoire, Farha SIRIOUANE. Notre collègue a présenté les conclusions du rapport départemental consistant en un référencement de l'offre linguistique, puis elle a présenté les principaux enseignements du séminaire de lancement du 6 décembre. Elle a ensuite présenté le fonctionnement de la base de données.

Des constats ont fait l'objet de discussions, comme le droit des salariés à bénéficier de formations linguistiques dans le cadre du droit à la formation tout au long de la vie, la sensibilisation des professionnels à la formation linguistique (repérage, accompagnement, dispositifs...), l'accompagnement des demandeurs sur les questions sociales et juridiques... Un tableau réactualisé des critères des dispositifs serait nécessaire et serait à diffuser à tous les acteurs. En synthèse, le travail lié à l'Observatoire doit être une priorité de l'année en tant que support d'une coordination permettant la mise en place de parcours d'apprentissage de la langue française. L'offre, qui est réduite, doit être développée par les financeurs. Coordination et développement de l'offre, voici deux beaux axes de travail pour l'année 2014.

La Lettre d'information rendra compte des prochaines réunions d'arrondissements, dont voici les dates :

- Arrondissement de Bobigny - le **31/01/2014** / Collège Pierre Sémard (85, rue Pierre Sémard 93000 Bobigny)
- Arrondissement de Le Raincy - le **14/02/2014** / Greta MTE 93 (6, allée Victor Hugo 93390 Clichy sous Bois)



A lire

Dans son édition 2013, L'Agenda avait identifié 24 idées reçues, 2 par mois de l'agenda, sur différentes thématiques parmi lesquelles : crise et alternatives ; l'agriculture paysanne ; égalité hommes / femmes ; Education ; commerce équitable ; information alternative ; non-violence et paix ; migrations ; santé et migrants ; transition énergétique ; etc.

... Notre sélection pour la Lettre N°2

Idée reçue N°13 : 'l'immigration médicale est un paravent à l'immigration illégale'

Au printemps 2010, Ardi Vrenezi, jeune Kosovar de 16 ans, lourdement handicapé, est expulsé vers son pays au prétexte qu'il y trouverait tous les soins nécessités par son état de santé. 14 mois plus tard, au terme d'une longue mobilisation, il est autorisé à revenir en France, mais durant ce laps de temps, son état s'est dégradé. Cette histoire, qui n'est pas isolée, démontre que l'Etat français cherche à régler toujours plus sévèrement l'entrée et le droit au séjour des étrangers en France. Des dispositions légales pour 'lutter contre l'immigration médicale' ont ainsi été adoptées ces dernières années. Concernant le renvoi des étrangers malades dans leur pays, pour éviter d'être critiqué par les défenseurs des droits humains, le législateur a instauré une nouvelle notion 'd'accessibilité des soins dans le pays d'origine' qui vient remplacer la condition 'd'existence de traitements'. Pourtant il est avéré que de nombreux pays du Sud ne peuvent pas offrir à leurs ressortissants des soins équivalents à ceux dont bénéficient les habitants d'un pays comme la France. Les étrangers malades sont renvoyés dans leur pays au prétexte fallacieux que certaines personnes étrangères feraient valoir de fausses pathologies pour obtenir des titres de séjour. Or, cette procédure du droit au séjour pour étranger malade ne s'applique qu'aux étrangers résidant déjà en France et ne constitue en aucun cas un moyen pour y venir s'y faire soigner. De plus, la prise en charge des étrangers malades est déjà extrêmement cadrée par une procédure stricte et des contrôles draconiens. Le nombre de titres accordés aux étrangers pour se faire soigner est 'ailleurs stable depuis 12 ans. Le durcissement de cette loi précarise plus de 30 000 malades menacés d'expulsion et privés d'accès aux soins vitaux dans leur pays.

QUE PEUT-ON FAIRE ?

ORIENTER les migrant(e)s vers les permanences d'écoute et d'orientation sanitaire et sociale de Migrations Santé, ou les Centres d'accueil, de soins et d'orientation de médecins du ponde (à Paris et en Région) : <http://migrations-sante.eu>

SOUTENIR les organisations qui défendent le droit à la santé, notamment pour les migrant(e)s, comme le COMité MEDical pour le Exilés (COMEDE), l'Observatoire du Droit à la Santé des Etrangers (ODSE), ou ACT-UP :

www.comede.org, propose des services spécialisés en matière d'accès aux soins, d'expertise médico-juridique et de formation professionnelle pour promouvoir la santé des exilés en France ; www.odse.eu.org ;

www.actupparis.org

Ces quelques lectures, repérées dans 'L'Agenda 2013 de la solidarité internationale'

En attendant la très prochaine édition 2014,

à commander à RITIMO – 21 ter rue Voltaire – 75011 Paris – www.ritimo.org

' **Petit guide pour lutter contre les préjugés sur les migrants** ', La Cimade, 2011, 16 pages, téléchargeable sur le site www.cimade.org/publications/55. Ce petit document tente de répondre à un certain nombre de préjugés : ' On ne peut pas se laisser envahir par la misère d monde ' ; ' C'est tellement facile de venir en France ' , etc. Il plaide pour une résistance quotidienne.

' **Réfugiés, un scandale planétaire, 10 propositions pour sortir de l'impasse** '. Amnesty International, 2012, 203 pages. Soixante ans après l'adoption de la Convention relative au statut des réfugiés, discours trompeurs et pratiques d'Etats vident de sa substance le droit d'asile. Ce livre vise à ce que le droit d'asile redevienne une réalité.

' **Visa pour le monde, pour la libre circulation des migrants** ', Emmaüs International. L'Atelier, 2010. 128 pages. Témoignages de migrants à qui les Etats refusent la liberté de circulation et des personnes qui les accueillent.

Bandes dessinées

' **Immigrants** ', Christophe Dabitch, Futuropolis, 2010. Ils se nomment Naïma, Misa, Reynad, Hamid, Iraj... Ils viennent de Roumanie, d'Angola, de Turquie, d'Uruguay... Pour des raisons économiques ou politiques, leurs parents ou eux-mêmes ont dû quitter leur pays pour la France. Ce livre re-

cueille leurs témoignages, leur intégration à la France, qui passe très souvent par une phase de 'racisme ordinaire'

Romans

' **Dernier refrain à Ispahan** ', Nairi Nahapétian, Iliana Lévi, 2012, 224 pages. Dans ce roman policier, l'auteure nous dévoile la face cachée de la République islamique : l'omniprésence des gardiens de la Révolution et leur poids sur la société. Il y est également question de l'affolante consommation de drogues, 'une jeunesse perdue, du sort kafkaïen des transsexuels, des préjugés à l'égard des afghans, ou des blagues à propos du président.

À voir

1- **Au cinéma :** ...'La Marche' film français réalisé par Nabil Ben Yadir,, mais dans le contexte de critiques très 'nuancées', nous prenons soin de réorienter les lecteurs de la Lettre d'information, vers les sources de la Cité de l'immigration. A savoir , ce qui suit :

En savoir plus sur la marche, sur le site :

<http://www.histoire-immigration.fr/musee/collections/la-marche-pour-l-egalite-et-contre-le-racisme>

Bibliographie : [La marche pour l'égalité et contre le racisme, ressources documentaires](#)

Podcast : [Portraits des enfants de l'immigration, de la Marche pour l'égalité en 1983 aux émeutes de 2005, conférence de Stéphane Beaud](#)

Outil pédagogique : [La Marche pour l'égalité et contre le racisme](#)

Webdocumentaires

'De l'autre côté', association Osons-savoir, Jérémy Cheong Chi Mo, 2012. Enquête sur l'externalisation des politiques migratoires des pays européens. Ce webdocumentaire veut informer un large public sur l'ensemble des enjeux migratoires, loin de la désinformation, des discours de peur et de rejet de l'étranger. <http://osons-savoir.com>

Une collection de films documentaires

Le musée du quai Branly : <http://www.quaibrany.fr> lance "Dialogues avec le monde : la collection du quai Branly", une série de documentaires conçus autour des expositions du musée. Deux films seront édités chaque année, en association avec France Télévisions, Tangaro et Per Diem Films.

Inspirés des expositions programmées au musée du quai Branly, et conçus comme leur complément, les films proposeront un regard résolument contemporain sur les peuples et les civilisations des différents continents. Ils feront découvrir leur histoire, les grands sites naturels dans lesquels elle est enracinée, et mettront en lumière leurs formes artistiques et leurs croyances, notamment via des rencontres avec les communautés actuelles. Chaque film sera diffusé sur France 5.

Clinique de l'immigration - Jeudi 06 février 2014 – Paris 18^{ème}

L'Ecole de travail social Rabelais, Paris 18^{ème}, réserve encore une dizaine de places pour des partenaires du 93 (principalement CCAS, référents PLIE, ASS et CESF du département) qui souhaiteraient participer le jeudi 06 Février à la journée thématique sur ce thème.

Opportunité d'une rencontre avec nos élèves ASS et CESF, également ceux de l'APHP – La Salpêtrière et avec les étudiants de la Licence professionnelle 'Intervention sociale ' (UPEC, Créteil).

La rencontre est ouverte aux professionnels du social, aux formateurs-terrain, aux anciens élèves.

Les thèmes abordés seront :

- Santé physique et santé psychique des migrants
- Accès aux droits
- Vivre en foyer
- Formation linguistique et intégration
- Accès à l'emploi

Des expositions du réseau RITIMO (réseau d'information et de documentation pour la solidarité et le développement durable) nous accompagneront ('Comment lutter contre les préjugés sur les migrations...' , 'Le don...') ainsi que des tables de presse.

Un repas-partage facilitera les échanges, les passerelles (opportunités de stages ASS et CESF) et le partage sur notre dynamique de recherche en travail social (édition prochaine d'une Lettre N°1 au 22-12, d'un N°2 avec pages centrale 'Immigration' au 05-02, sur abonnement gratuit)

Inscription gratuit mais obligatoire avant le 20 janvier : educatifetsocial@yahoo.fr pour recevoir programme et bulletin d'inscription